

Résultats 2023 de La Poste : Une addition bien salée pour les postier-es et les usager-es

Le groupe La Poste a engagé depuis 20 ans une stratégie résolument tournée vers la croissance externe. Expansion dans le colis - express, constitution d'un groupe bancaire multi métiers, prises de participation dans la santé, la téléphonie, plus de 20 milliards d'€ ont été consacrés à ces investissements.

Le service public dépouillé avec la complicité de l'Etat

Pendant cette course à la croissance le service public postal n'a cessé de se dégrader, avec une accélération notable ces dernières années : Pour le courrier dont le déclin a été précipité par une politique tarifaire agressive pour les usager-es, une qualité de service déplorable et en « coup de grâce » la suppression pure et simple du courrier prioritaire l'année dernière. Les résultats de la e-lettre rouge sont mauvais, en volume comme en qualité de service au J+1. Coté présence postale, la moitié des bureaux ce poste ont fermé, remplacés par des agence postales et épiceries à la charge des contribuables. Pour les usager-es de la Banque Postale, la désorganisation et le productivisme à tous crins donnent une des pires qualités de service de la place et des tarifs, jadis modérés qui rattrapent ceux des autres banques. Depuis plusieurs années, la Poste bénéficie d'une compensation bien en dessous des coût du service public avec une perte finale de près de 900 millions d'€. Elle se réfugie derrière cette carence de l'État pour dégrader les missions qu'elle assure depuis des années. Un État tutelle qui a donc une responsabilité importante dans cette dégradation permanente et continue.

Tout cela se fait sur fond de restructurations et de suppressions d'emploi sans rapport avec les activités réelles. Pour le courrier par exemple, il y a encore plus de 6 milliards de plis à distribuer et l'intégration des imprimés publicitaires de Mediapost.

2023, année de la gueule de bois

Au final, le parti pris de tout jouer sur la croissance et la diversification des activités est

clair mais en 2023 l'addition est lourde pour le service public et les personnels du groupe.

Les résultats 2023 sont historiquement mauvais, en grande partie à cause d'une gestion calamiteuse de la direction qui s'était déjà distinguée avec la perte de 150 millions d'€ en 2022 sur la Russie. Un pays dont la criticité était classée au top niveau dans les risques de La Poste. Pour 2023 les déboires de la direction se soldent par une perte de 170 millions en Italie après le scandale mafieux dans lequel a trempé la filiale BRT. On a aussi l'échec de Stuart acheté 24 millions et qui affiche plus de 100 millions de pertes aujourd'hui et celui de Ma French Bank qui perd aussi une centaine de millions viennent aussi plomber les résultats 2023. Des opérations que SUD PTT n'a pas soutenues au CA du groupe.

Au final on est en présence d'une gestion désastreuse du Comité Exécutif de La Poste, dont les décisions sont régulièrement validées par l'État et la Caisse des Dépôts. Une gestion doublée d'un manque de contrôle des risques auxquels sont exposés les personnels, les usager-es et l'environnement. Une négligence qui semble être la marque de fabrique du groupe ces temps-ci comme l'a relevé le TGI de Paris en enjoignant La Poste de se mettre au travail pour appliquer les principes de la loi sur le devoir de vigilance.

Il faut changer de cap

Au final le crû postal 2023 affiche plus de 5500 équivalents temps plein supprimés et des centaines de millions d'€ de pertes qui ont un impact sur la rémunération du personnel et un modèle de croissance boiteux qui investit dans des pays à risque ou des dictatures sans prendre la mesure des conséquences de sa stratégie.

Notre administrateur n'a pas donné de quitus aux patrons du groupe sur ce mauvais bilan. Pour SUD PTT il est grand temps de tourner cette page et de renforcer activement un service public dont la collectivité a plus que jamais besoin.

29 février 2024